



Commune de GUIDEL

MODIFICATIONS N°2 & 3 DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Enquête publique
du lundi 5 mars au vendredi 9 avril 2018

NOTE DE PRÉSENTATION

SOMMAIRE

I. GÉNÉRALITÉS

1. Objet de l'enquête publique
2. Qualité du demandeur
3. Aspect réglementaire

II. CARACTÉRISTIQUES DE L'OPÉRATION

1. Composition du dossier soumis à l'enquête
2. Contexte du PLU actuel et choix de la procédure de modification du PLU

III. ORGANISATION DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

1. Champ d'application et objet de l'enquête publique
2. Désignation du commissaire enquêteur
3. Modalités de l'enquête publique
4. Publicité de l'enquête
 - 3.1 - Publications dans la presse
 - 3.2 - Affichage

I. GÉNÉRALITÉS

1. Objet de l'enquête publique

La présente enquête publique porte sur les projets de modification n° 2 et n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Guidel ayant pour objet :

➔ Pour la modification n°2 :

- De permettre la réalisation de logements en modifiant le zonage actuel Uca en Ubb ;
- De permettre la réhabilitation du site du Sémaphore en centre de bien-être ;
- L'intégration des nouvelles préconisations du Programme Local de l'Habitat de Lorient Agglomération approuvé le 7 février 2017.

➔ Pour la modification 3 : de permettre l'ouverture à l'urbanisation du reliquat de la zone 2AUi aux Cinq Chemins pour l'installation d'activités commerciales.

L'enquête publique est la dernière phase de la procédure de modification, avant l'approbation en Conseil Municipal. Les déroulés des procédures de modification n°2 et n°3 du PLU de Guidel sont les suivants :

Modification n°2 : la modification n°2 a été prescrite par arrêté du maire en date du 25 janvier 2017, modifié le 30 mai 2017.

Modification n°3 : la modification n°3 a été prescrite par arrêté du maire en date du 16 juin 2017 et le projet, comportant l'ouverture à l'urbanisation d'une zone 2AU, nécessitant une délibération justifiant cette ouverture à l'urbanisation, celle-ci a été votée par le conseil municipal le 20 septembre 2017.

2. Qualité du demandeur

Cette enquête a été sollicitée par la commune de Guidel, par son maire Joël DANIEL.

Conformément à la réglementation, notamment les articles L153-19 et R153-8 du Code de l'Urbanisme, l'enquête publique correspondante a été prescrite par un arrêté du maire en date du 12 février 2018.

3. Aspect réglementaire

- le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 153-36 à 40 ;
- le code de l'environnement et notamment les articles L 123-1 et suivants et R 123-7 à R 123-23.
- Le Code Général des Collectivités Territoriales.

II. CARACTÉRISTIQUES DE L'OPÉRATION

1. Composition du dossier soumis à l'enquête

Le dossier présenté à l'enquête publique comprend :

- Les documents administratifs et délibérations
- Les rapports de présentation des projet et les pièces techniques les accompagnant (règlement écrit et graphique, OAP)
- Les évaluations environnementales
- Les avis des Personnes Publiques Associées
- Les mesures de publicité.

Pièces présentées ainsi :

A Les pièces relatives à l'enquête publique

B1 Les pièces relatives au projet soumis à l'enquête publique : modification n° 2

B2 Les pièces relatives au projet soumis à l'enquête publique : modification n° 3

→ **A** Les pièces relatives à l'enquête publique :

- Ordonnance du TA de désignation du commissaire enquêteur,
- Arrêté prescrivant l'ouverture de l'enquête,
- Avis d'enquête publié dans le « Ouest France » et « le Télégramme » (1ère insertion)
- Avis d'enquête publié dans le « Ouest France » et « le Télégramme » (2e insertion à partir du 07/03)
- Affichage sur les lieux publics, le site internet de la ville et les panneaux d'information lumineux, et au moment de l'enquête dans la presse locale, Facebook Guidel et dans le flyer « Sortir à Guidel » distribué à 400 exemplaires dans la ville.
- La note de présentation

→ **B1** Les pièces relatives au projet soumis à l'enquête publique : modification n° 2 :

- Arrêté du maire prescrivant la modification,
- Rapport de présentation du projet et les pièces techniques l'accompagnant (règlement écrit et graphique), qui examine successivement :
 - L'objet de la modification ;
 - Le choix de la procédure ;
 - La présentation des projets, les justifications des modifications et les modifications apportées au règlement graphique et écrit et aux Orientations d'Aménagement et de Programmation ;
 - La compatibilité du projet avec les lois d'aménagement et les dispositions supra communales ;
- Avis des personnes publiques associées
- Évaluation environnementale
- Avis de l'autorité environnementale

→ **B2** Les pièces relatives au projet soumis à l'enquête publique : modification n° 3 :

- Arrêté du maire prescrivant la modification,
- Délibération du Conseil Municipal justifiant de l'ouverture à l'urbanisation
- Rapport de présentation du projet et les pièces techniques l'accompagnant (règlement écrit et graphique, OAP), qui examine successivement :
 - L'objet de la modification ;
 - Le choix de la procédure ;
 - La présentation des projets, les justifications des modifications et les modifications apportées au règlement graphique et écrit et aux Orientations d'Aménagement et de Programmation ;
 - La compatibilité du projet avec les lois d'aménagement et les dispositions supra communales ;
- Avis des personnes publiques associées
- Évaluation environnementale
- Avis de l'autorité environnementale

2. Le contexte du PLU actuel et le choix de la procédure de modification du PLU

Le Plan Local d'Urbanisme de Guidel a été approuvé le 24 septembre 2013 et modifié une fois.

Le Code de l'Urbanisme dans l'article L.153-36 dispose que « *Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions* ».

Cet article L153-31 dispose que : « *Le plan local d'urbanisme est révisé lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide :*

1° Soit de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;

2° Soit de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;

3° Soit de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.

4° Soit d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier. »

Les deux projets de modification n°2 et n°3 du PLU n'ont pas pour objet de changer les orientations du PADD, ni de réduire un espace boisé classé, une zone agricole, naturelle ou forestière, ni aucune protection d'aucune sorte. Le projet de modification n°3 prévoit l'ouverture à l'urbanisation d'une zone à urbaniser inscrite au PLU approuvé le 24 septembre 2013.

En outre, l'article L153-19 du Code de l'Urbanisme dispose que : *« lorsque le projet de modification porte sur l'ouverture à l'urbanisation d'une zone, une délibération de l'organe délibérant de l'établissement public compétent ou du conseil municipal justifie l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones. »*

Ce sont donc bien des procédures de modification qui conviennent pour les deux projets, celui de la modification n°3 comportant en plus une délibération de justification d'ouverture à l'urbanisation d'une zone 2AU.

Les projets ne portent pas atteinte à l'économie générale du PLU en vigueur.

III. ORGANISATION DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

1. Champ d'application et objet de l'enquête publique

L'article L.153-43 du Code de l'Urbanisme indique que le plan local d'urbanisme est modifié par délibération de l'organe délibérant, de l'établissement public de coopération intercommunale ou du conseil municipal après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'Environnement.

2. Désignation du commissaire enquêteur

Monsieur Bernard DESCOUR a été désigné par M. Le Président du Tribunal Administratif en qualité de commissaire enquêteur le 09 janvier 2018.

Copie de cette décision a été incorporée en annexe **1**

3. Modalités de l'enquête

L'enquête publique relative à ces opérations de modifications du PLU a été prescrite par arrêté n°2018-13 en date du 12 février 2018.

La copie de cet arrêté a été incorporée en annexe **2**

Ses principales dispositions ont été les suivantes :

- Durée de l'enquête : du lundi 5 mars au lundi 9 avril 2018 inclus.
- Sièges de l'enquête fixés : à la mairie de Guidel, 11 place de Polignac 56520 Guidel.
- Lieu de consultation du dossier d'enquête : à la mairie de Guidel, 11 place de Polignac 56520 Guidel, aux jours et heures habituels d'ouverture du service au public.
- Permanences du commissaire enquêteur aux fins de recueillir les observations du public à la mairie de Guidel, aux dates ci-dessous :
 - Lundi 5 mars 2018 de 9h00 à 12h00,
 - Samedi 17 mars 2018 de 9h30 à 12h00,
 - Mercredi 28 mars 2018 de 13h30 à 17h30,
 - Vendredi 6 avril de 13h30 à 17h00.

4. Publicité de l'enquête

3.1. Publications dans la presse

L'avis d'enquête a été publié dans deux journaux locaux le Télégramme et le Ouest-France du 16 février 2018. (1^{ère} insertion) et le 07 mars 2018 (2^e insertion).

La copie de ces encarts figure en annexe **3**

3.2. Affichage

Une copie de l'arrêté relatif à l'enquête a été affichée en mairie de Guidel, selon les dispositions prévues.

En complément, un avis d'enquête a été affiché dans les lieux suivants :

N°	Lieux	Affiche seule	Panneaux	Date
Guidel centre				
1	Mairie	X		16/02/2018
2	Services techniques / relais associatif	X		16/02/2018
3	PIJ / CCAS	X		16/02/2018
4	Médiathèque	X		16/02/2018
5	Kerprat salle polyvalente	X		16/02/2018
6	Place Jaffré		X	16/02/2018
7	Parking école maternelle et stade de Polignac		X	16/02/2018
8	Site scolaire et sportif de Prat Foën		X	16/02/2018
9	Entre Estran et piscine (modif 2)		X	16/02/2018
Guidel-Plages				
10	Cœur de station de Guidel-plages		X	16/02/2018
11	Galerie marchande des dunes		X	16/02/2018
12	Sémaphore (modif 2)		X	16/02/2018
Zones commerciales et artisanales				
13	Carrefour giratoire Joseph Léna		X	16/02/2018
14	PA de Pen Mané		X	16/02/2018
15	PA des Cinq Chemins (carrefour giratoire)		X	16/02/2018
16	ZONE COMMERCIALE des Cinq Chemins Est (modif 3)		X	16/02/2018
Entrées de ville				
17	Pont Saint-Maurice		X	16/02/2018
18	Keranna		X	16/02/2018
19	Coatdor		X	16/02/2018
20	Locmaria		X	16/02/2018
21	Kerméné		X	16/02/2018
22	Fort-Bloqué		X	16/02/2018
23	Les 3 Pierres		X	16/02/2018
24	Kerlen		X	16/02/2018
25	Kerdurod		X	16/02/2018
26	Carrefour giratoire Saint Fiacre		X	16/02/2018

ANNEXES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DECISION
du 9 janvier 2017

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE RENNES

N° E18000001 /35

LE CONSEILLER – DELEGUE
DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Vu enregistrée le 3 janvier 2018, la lettre par laquelle le maire de la ville de GUIDEL demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet:

modifications n° 2 et n° 3 du plan local d'urbanisme de la commune de Guidel, ainsi que la note de présentation ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le formulaire par lequel le commissaire enquêteur déclare sur l'honneur ne pas avoir d'intérêt personnel à l'opération ;

Vu la décision du 1^{er} septembre 2016 par laquelle le président du tribunal administratif de Rennes a donné délégation pour désigner les commissaires enquêteurs ou les membres de commission d'enquêteur ;

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2018 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : M. Bernard Descour est désigné en qualité de commissaire enquêteur pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.


ARTICLE 2 : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

ARTICLE 3 : La présente décision sera notifiée au maire de la ville de Guidel et à M. Bernard Descour.

Fait à Rennes, le 9 janvier 2018

Pour ampliation,
Pour le président

Le conseiller délégué,


V. Le Boëdec

Dominique Rémy

DEPARTEMENT DU MORBIHAN

VILLE DE GUIDEL

ARRÊTÉ N° 2018 – 13

**PRESCRIVANT L'ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE AUX PROJETS DE MODIFICATIONS
N°2 ET 3 DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE GUIDEL**

Le Maire de la commune de Guidel,

- Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L153-36 à L153-40 relatifs aux Plans Locaux d'Urbanisme ;
- Vu le code de l'environnement et notamment les articles L123-1 à L123-19 et R123-1 à R123-27 relatifs aux enquêtes publiques ;
- Vu la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 modifiée portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal ;
- Vu la loi n°83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;
- Vu le décret n°85-453 du 23 avril 1985 modifié pris pour l'application de la loi n°83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;
- Vu le décret n°2011-2018 du 29 septembre 2011 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement ;
- Vu l'arrêté du 24 avril 2012 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionné à l'article R.123-11 du code de l'environnement ;
- Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé par le Conseil Municipal le 24 septembre 2013, modifié le 5 juillet 2016 et mis à jour le 25 juillet 2017;
- Vu l'arrêté du Maire n°2017-04 en date du 25 janvier 2017, modifié le 30 mai 2017 (arrêté 2017-70), prescrivant la modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme ;
- Vu l'arrêté du Maire n°2017-85 en date du 16 juin 2017, prescrivant la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme et la délibération n°2017-120 du Conseil Municipal du 20 septembre 2017 justifiant de l'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU aux Cinq Chemins ;
- Vu la décision n°E18000001/35 en date du 09 janvier 2018 du Président du Tribunal administratif de Rennes désignant Monsieur Bernard DESCOUR en qualité de commissaire enquêteur ;
- Vu les pièces du dossier soumis à enquête publique ;

ARRÊTE CE QUI SUIIT :

Article 1 - Il sera procédé à une enquête publique dans les formes prévues aux articles L.123-12 et R.123-8 du code de l'environnement, concernant les projets de modification n°2 et 3 du PLU (Plan Local d'Urbanisme) de la commune de Guidel.

Cette enquête se déroulera du 05 mars au 09 avril 2018 inclus, soit pour une durée de 36 jours consécutifs.

La modification n°2 du PLU porte sur les points suivants :

- Secteur UCa sur le terrain situé à l'est de la salle de l'Estran, à Kerprat : permettre la réalisation d'un projet comprenant des logements en intégrant le terrain au zonage Ubb ;
- Secteur NI4 du sémaphore : permettre la réalisation d'un projet de réhabilitation des bâtiments du site du sémaphore en centre de bien-être ;
- Intégration des nouvelles préconisations du Programme Local de l'Habitat de Lorient Agglomération approuvé le 7 février 2017 ;

La modification n°3 du PLU porte sur le point suivant :

- Permettre l'ouverture à l'urbanisation de la totalité de la zone 2AU aux Cinq Chemins Est pour l'installation d'activités commerciales.

Les projets de modifications n°2 et 3 ont fait l'objet chacun d'un avis de l'Autorité Environnementale.

Article 2 – Monsieur Bernard DESCOUR a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par le Président du Tribunal Administratif de Rennes.

Article 3 – Les pièces du dossier ainsi que le registre d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, seront déposés à la mairie de Guidel, 11 place Polignac à GUIDEL, pendant 36 jours, du 05 mars au 09 avril 2018 inclus.

Le dossier d'enquête publique et les observations formulées seront tenus à la disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture, exceptés les dimanches et jours fériés, soit :

- Du lundi au jeudi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h30 ;
- Le vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00 ;
- Le samedi de 9h30 à 12h00.

Chacun pourra prendre connaissance du dossier d'enquête publique en mairie et consigner éventuellement ses observations, propositions et contre-propositions :

- Sur le registre d'enquête ;
- Par correspondance à l'attention du commissaire enquêteur à la mairie de Guidel ;
- Par voie électronique à l'adresse suivante : guidelplumodifs2et3@gmail.com

Le dossier sera également consultable sur le site internet de la commune de Guidel à l'adresse suivante : www.guidel.com

Les informations relatives aux projets de modifications n°2 et 3 du PLU pourront être demandées auprès de Monsieur le Maire. Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais,

obtenir communication du dossier d'enquête publique dès la publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête.

Article 4 – Le commissaire enquêteur assurera une permanence à la mairie de Guidel, 11 place Polignac, afin de recevoir les observations, propositions et contre-propositions du public, les :

- Lundi 05 mars 2018 de 9h00 à 12h00;
- Samedi 17 mars 2018 de 9h30 à 12h00;
- Vendredi 23 mars 2018 de 13h30 à 17h00 ;
- Lundi 09 avril 2018 de 13h30 à 17h00.

Il n'est pas prévu de réunion d'information ou d'échange.

Article 5 – A l'expiration du délai de l'enquête publique prévu à l'article 1^{er}, le registre sera clos et signé par le commissaire enquêteur. Après la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur convoquera dans la huitaine le responsable de l'autorité organisatrice de l'enquête publique et lui communiquera sur place les observations écrites et orales, celles-ci consignées dans un procès-verbal, en l'invitant à produire dans un délai maximal de 15 jours, ses observations éventuelles. Le commissaire enquêteur disposera d'un délai de 30 jours à compter de la fin de l'enquête publique pour transmettre au responsable de l'autorité organisatrice de l'enquête publique son rapport relatant le déroulement de l'enquête et, dans un document séparé, ses conclusions motivées précisant si elles sont favorables ou défavorables. Une copie des rapports et des conclusions motivées du commissaire enquêteur sera adressée au Président du Tribunal Administratif.

Article 6 – Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public en mairie, aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi que sur le site internet de la commune www.guidel.com, pendant 1 an. Les personnes intéressées pourront en obtenir communication dans les conditions prévues au titre 1^{er} de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978.

Article 7 – Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête publique sera publié au moins 15 jours avant le début de celle-ci et rappelé dans les 8 premiers jours en caractères apparents dans les annonces légales des deux journaux ci-après :

- o Ouest-France
- o Le Télégramme

Cet avis sera en outre affiché dans les lieux principaux d'accueil du public, aux entrées de ville, sur les accès principaux et aux centres des agglomérations, et sera visible de l'espace public.

L'avis sera également en ligne sur le site www.guidel.com.

Ces publicités seront certifiées par le Maire.

Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier soumis à enquête avant l'ouverture de l'enquête en ce qui concerne la première insertion, et au cours de l'enquête pour la seconde insertion.

Article 8 – A l'issue de l'enquête publique, le Conseil Municipal délibèrera, au vu du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur, pour approuver séparément les projets de modifications n°2 et 3 du Plan Local d'Urbanisme, éventuellement modifiés pour tenir compte des observations et avis qui ont été émis au cours de l'enquête.

Article 9 – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rennes – Hôtel de Bizien, 3 Contour la Motte, 35044 Rennes – dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision dans les 2 mois de la publication de la décision considérée. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les 2 mois suivant la réponse (l'absence de réponse au recours gracieux au terme de 2 mois vaut rejet implicite).

Article 10 – Le Maire et le commissaire enquêteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution et du respect du présent arrêté qui sera inscrit au registre des actes de la mairie et dont ampliation sera adressée :

- Au Préfet du Morbihan,
- Au Sous-Préfet de Lorient,
- Au commissaire enquêteur.
- Au Tribunal Administratif de Rennes

Guidel, le 12 février 2018

Joël DANIEL

Maire de Guidel



Avis administratifs

Zonage de l'assainissement
des eaux pluviales

1ER AVIS
D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Par arrêté du 14 février 2018, le maire de la commune de Plouhinec a prescrit une enquête publique relative au projet de zonage de l'assainissement des eaux pluviales.

Ladite enquête se déroulera pendant une durée de 31 jours à compter du mercredi 7 mars 2018 à 10 h 00, jusqu'au vendredi 6 avril 2018 à 17 h 00 inclus.

Le projet fait l'objet d'une note de synthèse intégrée au dossier d'enquête publique.

Mme Jocelyne Le Faou, géographe-urbaniste, a été désignée en qualité de commissaire enquêteur par le président du tribunal administratif de Rennes.

Les principales pièces du projet seront disponibles sur le site internet de la commune à l'adresse suivante :

<http://www.plouhinec.com/mairie/urbanisme-travaux-et-habitat/dossier-d-enquete-publique-assainissement-eaux-pluviales.html>

à partir du 7 mars 2018 à 10 h 00.

Les pièces du dossier ainsi que le registre d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par Mme Le Faou, seront déposés en mairie de Plouhinec pendant trente-et-un jours consécutifs du 7 mars à 10 h 00 au 6 avril 2018 à 17 h 00 inclus.

Chacun pourra en prendre connaissance aux jours et aux heures habituels d'ouverture de la mairie et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête ou les adresser par écrit, en mairie de Plouhinec, à l'attention de Mme la Commissaire enquêteur qui les annexera au registre.

Les observations du publique pourront également être transmises à l'adresse suivante :

assainissementpluviales@plouhinec.com

pendant toute la durée de l'enquête, soit du 7 mars 2018 à 10 h 00 au 6 avril 2018 à 17 h 00 inclus.

Les consignations déposées à l'adresse électronique précitée, seront toutes mises en ligne sur le site internet de la commune.

Afin de répondre aux demandes d'information présentées par le public et recueillir ses observations, Mme la Commissaire enquêteur recevra en la mairie de Plouhinec :

- le mercredi 7 mars 2018 de 10 h 00 à 12 h 00,
- le samedi 17 mars 2018 de 10 h 00 à 12 h 00,
- le vendredi 6 avril 2018 de 15 h 00 à 17 h 00.

À l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête sera clos et signé par Mme la Commissaire enquêteur qui transmettra le dossier à M. le Maire dans un délai d'un mois à compter de la fin de l'enquête ainsi que son rapport relatant le déroulement de l'enquête et dans lequel figureront ses conclusions motivées précisant si elles sont favorables ou défavorables. Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié et affiché en mairie et divers autres lieux de la commune au moins quinze jours avant le début de celle-ci. L'avis sera rappelé par voie de presse dans les huit premiers jours de la procédure.

Le rapport et les conclusions de Mme la Commissaire enquêteur seront tenus en mairie de Plouhinec, à la disposition du public.

Commune de GUIDEL
Projets de modifications n° 2 et 3
du Plan local d'urbanisme (PLU)

1ER AVIS
D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Par arrêté municipal n° 2018-13 en date du 12 février 2018, M. le Maire de Guidel a ordonné l'ouverture d'une enquête publique sur les projets de modifications n° 2 et 3 du Plan local d'urbanisme, à savoir :

Modification n° 2 : secteur UCa sur le terrain situé à l'Est de la salle de l'Estran, à Kerprat, secteur N14 du sémaphore, intégration des nouvelles préconisations du PLH.

Modification n° 3 : ouverture à l'urbanisation de la totalité de la zone 2AUJ aux cinq chemins Est.

À cet effet, M. Bernard Descour a été désigné par le M. le Président du tribunal administratif de Rennes en tant que commissaire enquêteur. L'enquête publique se déroulera à la mairie de Guidel, 11, place de Polignac, 56520 Guidel, du 5 mars au 9 avril 2018 aux jours et heures habituels d'ouverture, exceptés les dimanches et jours fériés : du lundi au jeudi de 8 h 30 à 12 h 00 et de 13 h 30 à 17 h 30, le vendredi de 8 h 30 à 12 h 00 et de 13 h 30 à 17 h 00, le samedi de 9 h 30 à 12 h 00. Pendant la durée de l'enquête publique, chacun pourra consigner ses observations sur le registre d'enquête ou les adresser par écrit au commissaire enquêteur à la mairie de Guidel ou par voie électronique à l'adresse suivante : guidelplumodifs2et3@gmail.com

Des informations relatives à l'enquête pourront être consultées sur le site : www.guidel.com et toutes informations complémentaires sur le dossier peuvent être demandées auprès de M. le Maire.

Le commissaire enquêteur assurera une permanence à la mairie de Guidel, 11, place Polignac :

- lundi 5 mars 2018, de 9 h 00 à 12 h 00,
- samedi 17 mars 2018, de 9 h 30 à 12 h 00,
- vendredi 23 mars 2018, de 13 h 30 à 17 h 00,
- lundi 9 avril 2018, de 13 h 30 à 17 h 00.

Son rapport et ses conclusions motivées seront transmis au maire dans le délai d'un mois à compter de la date de clôture de l'enquête et tenus à la disposition du public pendant 1 an.

Préfecture du MORBIHAN
Commission Départementale
d'Aménagement
Commercial (CDAC)

AVIS

Réunie le 12 février 2018, la CDAC a accordé l'autorisation sollicitée par la SARL Vaphome représentée par MM. Yoann Le Bougeant et Adrian Zapata, cogérants, d'agrandir un ensemble commercial par la création, sur la parcelle cadastrée AW n° 200, d'un magasin de vente de cigarettes électroniques à l'enseigne «Vaphome», d'une surface de vente de 89 m², situé Zac de Kerbois, 1, impasse d'Urville à Auray (56400).

Cette décision peut être consultée à la mairie d'Auray ou à la préfecture du Morbihan, secrétariat de la CDAC.

AVIS

Par arrêté préfectoral en date du 18 décembre 2017, une zone de protection de biotope destinée à protéger une espèce de chiroptère est définie au niveau de l'église Saint-Martin située sur la commune de Noyal-Muzillac.

Les mesures contenues dans l'arrêté de protection de biotope permettront de garantir la conservation des habitats et milieux nécessaires à la conservation de l'espèce visée.

L'arrêté peut être consulté à la mairie de Noyal-Muzillac et à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Morbihan.

AVIS

Par arrêté préfectoral en date du 2 janvier 2018, une zone de protection de biotope destinée à protéger une espèce de chiroptère est définie au niveau de la «Basilique de Sainte-Anne-d'Auray» située sur la commune de Sainte-Anne-d'Auray. Les mesures contenues dans l'arrêté de protection de biotope permettront de garantir la conservation des milieux nécessaires à la conservation de l'espèce visée.

L'arrêté peut être consulté à la mairie de Sainte-Anne-d'Auray et à la Direction départementale des territoires et de la mer du Morbihan.

Vue des sociétés

CESSION DE FONDS
DE COMMERCE

Suivant acte reçu par Me Jean Mériadec Henaff, notaire à Vannes, 20, rue Richemont, le 31 janvier 2018, enregistré à Vannes, le 2 février 2018, 2018N113, a été cédé par la société dénommée Boucherie des Gourmets d'Arradon, société par actions simplifiée au capital de 1 000 euros, dont le siège est à Arradon (56610), 11, allée Denis-Papin, ZA de Botquelen, identifiée au Siren sous le numéro 830 678 835 et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Vannes à la société dénommée La Badennoise, société à responsabilité limitée au capital de 8 000 euros, dont le siège est à Baden (56870), 6 et 8, rue Clair-Couriault, identifiée au Siren sous le numéro 751 415 399 et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Vannes, un fonds de commerce de boucherie, charcuterie, triperie, volaille et dérivés, traiteur exploité à Arradon (56610), 11, allée Denis-Papin, ZA de Botquelen, lui appartenant, pour lequel le cédant est immatriculé au Registre du commerce et des sociétés de Vannes, sous le numéro 830 678 835.

Le cessionnaire est propriétaire du fonds vendu à compter du jour de la signature de l'acte.

L'entrée en jouissance a été fixée au jour de la signature.

La cession est consentie et acceptée moyennant le prix principal de cinquante-cinq mille euros (55 000 euros), s'appliquant :

- aux éléments incorporels pour neuf mille cent soixante-dix euros (9 170 euros),
- au matériel pour quarante-cinq mille huit cent trente euros (45 830 euros).

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues en la forme légale dans les dix jours de la dernière en date des insertions prévues par la loi, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion
Le Notaire.

COMPAGNIE DES PORTS
DU MORBIHAN

SA au capital de 4 084 593 euros
Siège social : rue Saint-Tropez
Hôtel du Département
56000 VANNES
RCS Vannes 317 823 409

AVIS

1. Du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires en date du 24 novembre 2017, il résulte que la Compagnie des Ports du Morbihan a été dotée de nouveaux statuts avec date d'effet au 24 novembre 2017.

De cette décision, il résulte :

- une modification de l'objet social (gestion et exploitation d'ouvrages et équipements destinés à un usage public) de la société pour (aménagement, gestion et exploitation d'ouvrages et d'équipements publics). L'article 2 des statuts a été modifié en conséquence ;
- une prorogation de la durée de la société de 30 années, ce qui aura pour effet de porter cette durée jusqu'au 24 janvier 2090. L'article 5 des statuts a été modifié en conséquence ;
- une modification du nombre de sièges d'administrateurs (14) de la société pour un nombre fixé à 18.

Le dépôt légal sera effectué au Registre du commerce et des sociétés de Vannes.

2. Par délibération, en date du 30 mars 2017, Golfe du Morbihan Vannes Agglomération a désigné M. Yves Bleunven, domicilié Guernanderf, 56390 Grand-Champ, en qualité de représentant au sein du conseil d'administration de la Compagnie des Ports du Morbihan, en remplacement de M. Michel Bainvel et ce à effet du 7 avril 2017.

Pour avis et mention
Le Président directeur général.

AVIS DE CONSTITUTION

Il a été constitué une société par acte sous seing privé, en date du 14 février 2018, à Inzinçaz.

Dénomination : Arbres et Jardins Naturellement.

Forme : société à responsabilité limitée.

Siège social : 15, rue des Chênes, 56650 Inzinçaz.

Objet : entretien des espaces verts et élagage des arbres.

Durée de la société : 99 années.

Capital social fixe : 3 500 euros.

Gérance : M. Erwan Perrot, 15, rue des Chênes, 56650 Inzinçaz.

La société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Lorient.

AVIS DE CONSTITUTION

Avis est donné de la constitution d'une société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : Hydro Levage.

Forme : société à responsabilité limitée.

Siège social : zone artisanale de Kervoyel, 56250 Treffléan.

Objet : la réparation, l'entretien et la maintenance d'équipements, matériels et systèmes hydrauliques et mécaniques ; tous contrôles techniques afférents, ainsi que l'achat, la vente et la location desdits matériels neufs et d'occasion et de toutes pièces détachées ; la fabrication de flexibles et vérins.

Durée : 99 années.

Capital : 15 000 euros.

Gérance : M. Philippe Gaucherot, demeurant 4, chemin de la Fontaine à La Vraie-Croix (56250).

Immatriculation : au RCS de Vannes.

Pour avis.

CABINET PHILIPPE LARDIN

Société d'avocats
«Le Corum»
3, boulevard du Colonel-Rémy
56000 VANNES
Tél. 02 97 40 38 20

SCI DE LA CROIX CORDIER

Société civile immobilière
Au capital de 1 000 euros
Siège social : Lann Kerdoutel
56330 PLUVIGNER
Transféré à :
10, rue Bernard-Moïssier
Parc d'activités des Deux Moulins
56880 PLOEREN
RCS 809 104 920

TRANSFERT
DU SIÈGE SOCIAL

Lors de l'assemblée générale extraordinaire, en date du 31 janvier 2018, les associés ont décidé à compter de ce même jour :

- de transférer le siège social actuellement fixé à Pluvigner (56330), Lann Kerdoutel à Ploeren (56880), 10, rue Bernard-Moïssier, parc d'activités des Deux Moulins, et ce à compter du 31 janvier 2018,
- et de procéder à la mise à jour des statuts.

Les cogérants sont M. Stéphane Jan de-meurant à Brech (56400), Lann Palvern et Mme Isabelle Le Henaff demeurant à Brech (56400), Lann Palvern.

La société était immatriculée au RCS de Lorient et sera désormais immatriculée au RCS tenu par le greffe du tribunal de commerce de Vannes.

Pour avis
La Gérance.

Autres légales

GREFFE DU TRIBUNAL
DE COMMERCE DE SAINT-MALO
RÉSOLUTION DU PLAN
DE REDRESSEMENT

Par jugement en date du 6 février 2018, le tribunal de commerce de Saint-Malo a prononcé la résolution du plan de redressement arrêté à l'égard de la SAS Société Raymond Josse, 9, rue de Penthièvre, ZA de Nazareth, 22130 Plancoët, RCS Saint-Malo 306 461 088 et a ouvert une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de ladite SAS, avec poursuite d'activité jusqu'au 9 mars 2018, a fixé provisoirement la date de cessation des paiements au 1er février 2018 et a désigné en qualité de liquidateur Me David, 1, rue de la Croix-Desilles, 35400 Saint-Malo.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances au liquidateur ou sur : <https://www.creditors-services.com> dans un délai de deux mois à compter de l'insertion qui va paraître prochainement au Bodacc.

Le Greffier.

EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE DU TRIBUNAL
DE COMMERCE
DE LILLE MÉTROPOLE
REDRESSEMENT JUDICIAIRE

Par jugement en date du 5 février 2018, le tribunal de commerce de Lille Métropole a ouvert une procédure de redressement judiciaire à l'égard de : société par actions simplifiée SAS Desmazières. Noms commerciaux : Magasins Desmazières, Serge Desmazières, Desmazières Services, Groupe Desmazières, Desmazières Import Diffusion, zone industrielle centre de Gros, 59810 Lesquin, activité : chaussures, bagages, maroquinerie, vêtement de sport. RCS Lille Métropole 341 816 064 (1987B00779). Date provisoire de cessation des paiements : 1er février 2018. Fixant la période d'observation au : 5 août 2018. Mandataires judiciaires : Me Emmanuel Malfaisan, 34, rue du Triez, 59290 Wasquehal et la Sels Bernard et Nicolas Soinne représentée par Me Nicolas Soinne, 65, boulevard e la République, 59100 Roubaix. Administrateurs judiciaires : Sels BMA Administrateurs Judiciaires prise en la personne de Me Laurent Miquel, 119, rue Jacquemars-Giélée, 59000 Lille et la société Ajilink Labis-Cabooter prise en la personne de Me Vincent Labis, 316, avenue de Dunkerque, 59130 Lambersart, avec mission : d'assister.

Les déclarations de créances sont à déposer dans les deux mois suivant la publication au Bodacc auprès du mandataire judiciaire.

Le Greffier associé
du tribunal de commerce.

Le commissaire-
priseur
spécialiste-conseil
à votre service

Le commissaire-priseur est le spécialiste du marché de l'Art, et il est un des seuls à connaître le juste prix des objets, étant en contact du marché quotidien à travers les ventes publiques.

Il est habilité, en dehors des ventes publiques, à évaluer les objets et à en donner une estimation.

Il engage dans ces opérations sa responsabilité.

Le commissaire-priseur joue donc un rôle de conseiller lors de partage après un décès, ainsi que dans l'élaboration d'un contrat d'assurance.

Décisions du tribunal de commerce
de Vannes

1- SOLUTION POUR TOUS (SARL)
Services à la personne
25, rue du Général-de-Gaulle
56190 MUZILLAC
RCS Vannes 752 066 035

Par jugement du 7 février 2018, le tribunal de commerce de Vannes a ouvert une procédure de redressement judiciaire à l'égard de 1- Solution pour Tous et a fixé au 7 août 2016 la date de cessation des paiements. Mandataire judiciaire : Me Raymond Dupont, 14, boulevard de la Paix, CS 22173, 56005 Vannes cedex. Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances au mandataire judiciaire ou sur : <https://www.creditors-services.com> dans un délai de deux mois à compter de l'insertion qui va paraître au Bodacc.

SCP Jean-Jacques PINSON
Greffier associé.

SARL ATELIER RUEL&KIRIAKI
Conservation et restauration
d'œuvres d'art
6, route de Guérande
56130 LA ROCHE-BERNARD
RCS Vannes 524 212 420

Par jugement du 7 février 2018, le tribunal de commerce de Vannes a prononcé la clôture de la liquidation judiciaire de la SARL Atelier Ruel&Kiriaki en raison de l'insuffisance de l'actif.

SCP Jean-Jacques PINSON
Greffier associé.

SARL ATDM
Bar restaurant
4, place Bir-Hakeim
56000 VANNES
RCS Vannes 811 173 046

Par jugement du 7 février 2018, le tribunal de commerce de Vannes a ouvert une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de SARL ATDM et a fixé au 30 septembre 2017 la date de cessation des paiements. Liquidateur : Me Raymond Dupont, 14, boulevard de la Paix, CS 22173, 56005 Vannes cedex. Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances au liquidateur ou sur : <https://www.creditors-services.com> dans un délai de deux mois à compter de l'insertion qui va paraître au Bodacc.

SCP Jean-Jacques PINSON
Greffier associé.

SARL ENTRÉEGRATUITE
Discothèque
2, rue de la Croix-de-Lizio
56910 CARENTOIR
RCS Vannes 538 969 783

Par jugement du 7 février 2018, le tribunal de commerce de Vannes a ouvert une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de SARL Entréegratuite et a prononcé la résolution du plan de redressement, arrêté par jugement du 20 juillet 2016. Liquidateur : Sels Gérard Bodelet, parc d'activités de Tréhonin, 56300 Le Sourn.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances au liquidateur ou sur : <https://www.creditors-services.com> dans un délai de deux mois à compter de l'insertion qui va paraître prochainement au Bodacc.

SCP Jean-Jacques PINSON
Greffier associé.

SARL ATELIER VICTORIA
Fabrication d'articles de communication
et objets publicitaires
Zone artisanale de Kervendras
56250 SULNIAC
RCS Vannes 380 839 514

Par jugement du 7 février 2018, le tribunal de commerce de Vannes a prononcé la résolution du plan de redressement, arrêté par jugement du 7 février 2007 à l'égard de la SARL Atelier Victoria, en application de l'article L.626-27 I du Code de commerce, sans ouverture concomitante d'une procédure de liquidation judiciaire.

SCP Jean-Jacques PINSON
Greffier associé.

SARL GUIGOURS
Restauration
7, quai des Cabestans
56640 ARZON
RCS Vannes 479 785 834

Par jugement du 7 février 2018, le tribunal de commerce de Vannes a ouvert une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de SARL Guigours et a prononcé la résolution du plan de redressement, arrêté par jugement du 20 mai 2013. Liquidateur : Me Raymond Dupont, 14, boulevard de la Paix, CS 22173, 56005 Vannes cedex. Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances au liquidateur ou sur : <https://www.creditors-services.com> dans un délai de deux mois à compter de l'insertion qui va paraître prochainement au Bodacc.

SCP Jean-Jacques PINSON
Greffier associé.

SARL ATLANTIQUE ÉNERGIE HABITAT
Électricité générale, travaux de cloisons,
plafond, isolation
10, rue du Grand-Parc-Cérillac
56890 QUESTEMBERT
RCS Vannes 794 792 556

Par jugement du 7 février 2018, le tribunal de commerce de Vannes a ouvert une procédure de redressement judiciaire à l'égard de la SARL Atlantique Énergie Habitat et a fixé au 2 août 2016 la date de cessation des paiements. Mandataire judiciaire : Me Raymond Dupont, 14, boulevard de la Paix, CS 22173, 56005 Vannes cedex. Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances au mandataire judiciaire ou sur : <https://www.creditors-services.com> dans un délai de deux mois à compter de l'insertion qui va paraître au Bodacc.

SCP Jean-Jacques PINSON
Greffier associé.

SARL AGENCE BRETAGNE SUD
MAINTENANCE
Nettoyage des locaux
10, rue Audren-de-Kerdrel
56000 VANNES
RCS Vannes 451 600 258

Par jugement du 7 février 2018, le tribunal de commerce de Vannes a ouvert une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de SARL Agence Bretagne Sud Maintenance et a fixé au 31 octobre 2017 la date de cessation des paiements. Liquidateur : Me Raymond Dupont, 14, boulevard de la Paix, CS 22173, 56005 Vannes cedex. Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances au liquidateur ou sur : <https://www.creditors-services.com> dans un délai de deux mois à compter de l'insertion qui va paraître au Bodacc.

SCP Jean-Jacques PINSON
Greffier associé.

SAS MANSIZ MAÇONNERIE
Maçonnerie, gros œuvre
22, boulevard Cadoudal
56420 PLUMELEC
RCS Vannes 802 520 288

Par jugement du 7 février 2018, le tribunal de commerce de Vannes a prononcé la liquidation judiciaire de la SAS Mansiz Maçonnerie et a désigné en qualité de liquidateur Me Raymond Dupont, 14, boulevard de la Paix, CS 22173, 56005 Vannes cedex.

SCP Jean-Jacques PINSON
Greffier associé.

SARL EXELLE
Électricité, installation et maintenance
de systèmes de sécurité
et de surveillance
4, rue Nominé
56200 SAINT-MARTIN-SUR-OUST
RCS Vannes 491 939 823

Par jugement du 7 février 2018, le tribunal de commerce de Vannes a ouvert une procédure de redressement judiciaire à l'égard de la SARL Exellec et a fixé au 7 août 2016 la date de cessation des paiements. Mandataire judiciaire : Me Raymond Dupont, 14, boulevard de la Paix, CS 22173, 56005 Vannes cedex. Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances au mandataire judiciaire ou sur : <https://www.creditors-services.com> dans un délai de deux mois à compter de l'insertion qui va paraître au Bodacc.

SCP Jean-Jacques PINSON
Greffier associé.

M. MORILLON Pierrick
Restauration
1, route de Vannes
56890 MEUCON
RCS Vannes 804 959 195

Par jugement du 7 février 2018, le tribunal de commerce de Vannes a ouvert une procédure de redressement judiciaire à l'égard de M. Morillon Pierrick et a fixé au 15 octobre 2016 la date de cessation des paiements. Mandataire judiciaire : Me Raymond Dupont, 14, boulevard de la Paix, CS 22173, 56005 Vannes cedex. Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances au mandataire judiciaire ou sur : <https://www.creditors-services.com> dans un délai de deux mois à compter de l'insertion qui va paraître au Bodacc.

SCP Jean-Jacques PINSON
Greffier associé.

SAS ÉQUILIBREIZH
Déshydratation fruits et légumes
(commerce sédentaire et ambulancier)
22, rue des Frères-Montgolfier
ZA de Kermell
56890 SAINT-AVÉ
RCS Vannes 829 643 782

Par jugement du 7 février 2018, le tribunal de commerce de Vannes a ouvert une procédure de redressement judiciaire à l'égard de Équilibrium (SAS) et a fixé au 1er septembre 2017 la date de cessation des paiements. Mandataire judiciaire : Me Raymond Dupont, 14, boulevard de la Paix, CS 22173, 56005 Vannes cedex. Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances au mandataire judiciaire ou sur : <https://www.creditors-services.com> dans un délai de deux mois à compter de l'insertion qui va paraître au Bodacc.

SCP Jean-Jacques PINSON
Greffier associé.

Mme DEMORSY Line
Soins esthétiques et corporels
6, place Cabello
56000 VANNES
534 488 762 RM 56

Par jugement du 7 février 2018, le tribunal de commerce de Vannes a prononcé la clôture de la liquidation judiciaire de Mme Demorsy Line en raison de l'insuffisance de l'actif.

SCP Jean-Jacques PINSON
Greffier associé.

SARL GOLF COLOR
25, rue Leclanche
Zone de Kermell
56890 SAINT-AVÉ
Publicité, arts graphiques, décors,
enseignement, sérigraphie
RCS Vannes 380 845 859

Par jugement du 7 février 2018, le tribunal de commerce de Vannes a prononcé la clôture de la liquidation judiciaire de la SARL Golf Color et a nommé en qualité de commissaire à l'exécution du plan Me Raymond Dupont, 14, boulevard de la Paix, CS 22173, 56005 Vannes cedex.

SCP Jean-Jacques PINSON
Greffier associé.

M. MARTIN Gilles
22, rue du Pré-de-la-Dame
56130 FEREL
RCS Vannes
518 894 969 RM 56

Par jugement du 7 février 2018, le tribunal de commerce de Vannes a ouvert une procédure de redressement judiciaire à l'égard de M. Martin Gilles et a fixé au 7 août 2016 la date de cessation des paiements. Mandataire judiciaire : Me Raymond Dupont, 14, boulevard de la Paix, CS 22173, 56005 Vannes cedex. Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances au mandataire judiciaire ou sur : <https://www.creditors-services.com> dans un délai de deux mois à compter de l'insertion qui va paraître au Bodacc.

SCP Jean-Jacques PINSON
Greffier associé.

SARL J.L.S
Coiffure
76, avenue du 4-Août-1944
56000 VANNES
RCS Vannes 527 521 645

Par jugement du 7 février 2018, le tribunal de commerce de Vannes a ouvert une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de SARL J.L.S et a prononcé la résolution du plan de redressement, arrêté par jugement du 17 mai 2017. Liquidateur : Me Raymond Dupont, 14, boulevard de la Paix, CS 22173, 56005 Vannes cedex. Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances au liquidateur ou sur : <https://www.creditors-services.com> dans un délai de deux mois à compter de l'insertion qui va paraître prochainement au Bodacc.

SCP Jean-Jacques PINSON
Greffier associé.

SARL L'ABRI-COTIER
Travaux d'aménagement paysager
90, route de Sarzeau
56730 SAINT-GILDAS-DE-RHUYS
RCS Vannes 753 951 268

Par jugement du 7 février 2018, le tribunal de commerce de Vannes a ouvert une procédure de redressement judiciaire à l'égard de la SARL L'Abri-Cotier et a fixé au 7 août 2016 la date de cessation des paiements. Mandataire judiciaire : Me Raymond Dupont, 14, boulevard de la Paix, CS 22173, 56005 Vannes cedex. Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances au mandataire judiciaire ou sur : <https://www.creditors-services.com> dans un délai de deux mois à compter de l'insertion qui va paraître au Bodacc.

SCP Jean-Jacques PINSON
Greffier associé.

Infogreffe.fr : un accès direct aux informations des Greffes des Tribunaux de Commerce.

Greffes des Tribunaux de Commerce

Greffes des Tribunaux de Commerce de Vannes



La Place va en surprendre plus d'un.

La Place est le lieu réservé aux abonnés Ouest-France, pour rencontrer des personnalités (acteurs, chanteurs...), gagner des places pour des matches, des concerts, des spectacles, échanger avec la rédaction. Rendez-vous sur laplace.ouest-france.fr.



MARCHÉS PUBLICS

TOUTES LES PLATEFORMES
TOUS LES APPELS D'OFFRES
TOUS LES DCE



LACENTRALEDES MARCHÉS.COM

Votre prochain marché est ici

1 SEUL SITE

POUR COLLECTER LES ANNONCES ET LES CAHIERS DES CHARGES

VENTE AUTRES
Utilitaires



BIPPER, 117 L1 1.4 HDi 70, porte latérale, fourgon, diesel, blanc, 2012, 49.420 km, 5.990 €. Auto Qualité, tél. 02.97.81.60.00. www.autoqualite.fr 323266



TRANSIT, Custom FG L1H1 2.0 TDCi 100 Ambiente 270 fourgon, diesel, blanc, 2013, 82.494 km, 11.590 €. Auto Qualité, tél. 02.97.81.60.00. www.autoqualite.fr 323268



EXPERT, FG L1H1 2.0 HDi FAP, 125 ch., fourgon, diesel, blanc, 2012, 59.821 km, 10.990 €. Auto Qualité, tél. 02.97.81.60.00. www.autoqualite.fr 323265



TRANSPORTER, FG VAN 2.0 TDi, 114 ch., SWB BMT fourgon, diesel, bleu, 2013, 67.579 km, 12.990 €. Auto Qualité, tél. 02.97.81.60.00. www.autoqualite.fr 323273

MERCEDES VITO, à saisir, 28.900 €, Mercedes Vito Long 114 CDI BV6 136 ch Select, 12/2015, 42.600 km. Autres modèles disponibles nous consulter. Véhicule livré avec une révision générale et crédit total possible et garantie jusqu'à 5 ans avec financement Viaxel* (*conditions générales en magasin). Prost Automobiles, centre occasions toutes marques, bord voie expresse Lorient-Quimper, sortie Quimperlé Est, ZA de Kerfleury. Contacter Didier Prost au 02.98.09.01.00. 321779

VOLKSWAGEN TRANSPORTER, à saisir, 13.980 €, Volkswagen Transporter 2, 5 TDI 130 ch BV6 1 porte latérale, 2 portes arrières. Autres modèles disponibles nous consulter. Véhicule livré avec une révision générale et crédit total possible et garantie jusqu'à 5 ans avec financement Viaxel* (*conditions générales en magasin). Prost Automobiles, centre occasions toutes marques, bord voie expresse Lorient-Quimper, sortie Quimperlé Est, ZA de Kerfleury. Contacter Didier Prost au 02.98.09.01.00. 321778

PEUGEOT BOXER, à saisir, 8.900 €, Peugeot Boxer 2, 2 HDI 100 ch L2H2 1 porte latérale, 2 portes arrières. Autres modèles disponibles nous consulter. Véhicule livré avec une révision générale et crédit total possible et garantie jusqu'à 5 ans avec financement Viaxel* (*conditions générales en magasin). Prost Automobiles, centre occasions toutes marques, bord voie expresse Lorient-Quimper, sortie Quimperlé Est, ZA de Kerfleury. Contacter Didier Prost au 02.98.09.01.00. 321777

FORD TRANSIT, à saisir, 12.800 €, Ford Transit plateau bache 2, 2 TDCi 115 ch BV6, 103.000 km. Autres modèles disponibles nous consulter. Véhicule livré avec une révision générale et crédit total possible et garantie jusqu'à 5 ans avec financement Viaxel* (*conditions générales en magasin). Prost Automobiles, centre occasions toutes marques, bord voie expresse Lorient-Quimper, sortie Quimperlé Est, ZA de Kerfleury. Contacter Didier Prost au 02.98.09.01.00. 321776

Immobilier

VENTE RÉGION MORLAIX
Maisons de 230 a 300.000 €



CARANTEC, impasse centre-bourg, maison de 130 m² habitables, comprenant au rez-de-chaussée : salon, pièce à vivre, cuisine américaine, chambre, salle de bains, wc ; étage : 3 chambres, salle d'eau, wc. Sous-sol complet + garage. Terrain clos de 500 m². DPE : D. Prix : 229.000 €. Téléphone 07.81.37.00.85. 254754

RENDEZ-VOUS SUR
letelegramme.fr

PRÉFECTURE DU MORBIHAN
COMMISSION DÉPARTEMENTALE D'AMÉNAGEMENT COMMERCIAL (CDAC)

AVIS

Réunie le 12 février 2018, la CDAC a accordé l'autorisation sollicitée par la SARL Vaphome représentée par MM. Yoann Le Bougeant et Adrian Zapata, cogérants, d'agrandir un ensemble commercial par la création sur la parcelle cadastrée AW n° 200, d'un magasin de vente de cigarettes électroniques à l'enseigne Vaphome, d'une surface de vente de 89 m², situé ZAC de Kerbois, 1, impasse d'Urville à Auray (56400). Cette décision peut être consultée à la mairie d'Auray ou à la préfecture du Morbihan, secrétariat de la CDAC.

Enquêtes publiques

COMMUNE DE GUIDEL

1^{er} AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Projets de modifications n°s 2 et 3 du plan local d'urbanisme (PLU)

Par arrêté municipal n° 2018-13 en date du 12 février 2018, M. le Maire de Guidel a ordonné l'ouverture d'une enquête publique sur les projets de modifications n°s 2 et 3 du plan local d'urbanisme, à savoir :
Modification n° 2 : secteur UCa sur le terrain situé à l'est de la salle de l'Estran, à Kerprat, secteur N14 du sémaphore, intégration des nouvelles préconisations du PLH.
Modification n° 3 : ouverture à l'urbanisation de la totalité de la zone 2AUi aux Cinq Chemins Est.
À cet effet, M. Bernard Descour a été désigné par M. le Président du tribunal administratif de Rennes en tant sur commissaire enquêteur.
L'enquête publique se déroulera à la mairie de Guidel, 11, place de Polignac, 56520 Guidel, du 5 mars au 9 avril 2018, aux jours et heures habituels d'ouverture, exceptés les dimanches et jours fériés : du lundi au jeudi, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30 ; le vendredi, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h ; le samedi, de 9 h 30 à 12 h.
Pendant la durée de l'enquête publique, chacun pourra consigner ses observations sur le registre d'enquête ou les adresser par écrit au commissaire enquêteur à la mairie de Guidel ou par voie électronique à l'adresse suivante : guidelplumodifs2et3@gmail.com
Des informations relatives à l'enquête pourront être consultées sur le site www.guidel.com et toutes informations complémentaires sur le dossier peuvent être demandées auprès de M. le Maire.
Le commissaire enquêteur assurera une permanence à la mairie de Guidel, 11, place Polignac : lundi 5 mars 2018, de 9 h à 12 h ; samedi 17 mars 2018, de 9 h 30 à 12 h ; vendredi 23 mars 2018, de 13 h 30 à 17 h ; lundi 9 avril 2018, de 13 h 30 à 17 h.
Son rapport et ses conclusions motivées seront transmis au maire dans le délai d'un mois à compter de la date de clôture de l'enquête et tenus à la disposition du public pendant un an.

1^{er} AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Zonage de l'assainissement des eaux pluviales

Par arrêté du 14 février 2018, le maire de la commune de Plouhinec a prescrit une enquête publique relative au projet de zonage de l'assainissement des eaux pluviales.
Ladite enquête se déroulera pendant une durée de 31 jours à compter du mercredi 7 mars 2018 à 10 h, jusqu'au vendredi 6 avril 2018, à 17 h inclus.
Le projet fait l'objet d'une note de synthèse intégrée au dossier d'enquête publique.
Mme Jocelyne Le Faou, géographe-urbaniste, a été désignée en qualité de commissaire enquêtrice par le président du tribunal administratif de Rennes.
Les principales pièces du projet seront disponibles sur le site internet de la commune à l'adresse suivante : <http://www.plouhinec.com/mairie/urbanisme-travaux-et-habitat/dossier-d-enquete-publique-assainissement-eaux-pluviales.html> à partir du 7 mars 2018, à 10 h.
Les pièces du dossier ainsi que le registre d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par Mme Le Faou, seront disposés en mairie de Plouhinec pendant trente-et-un jours consécutifs, du 7 mars, à 10 h, au 6 avril 2018, à 17 h inclus.
Chacun pourra en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête ou les adresser par écrit, en mairie de Plouhinec, à l'attention de Mme la Commissaire enquêtrice qui les annexera au registre.
Les observations du public pourront également être transmises à l'adresse suivante : assainissementpluviales@plouhinec.com pendant toute la durée de l'enquête, soit du 7 mars 2018, à 10 h, au 6 avril 2018, à 17 h inclus.
Les consignations déposées à l'adresse électronique précitée seront toutes mises en ligne sur le site internet de la commune.
Afin de répondre aux demandes d'information présentées par le public et recueillir ses observations, Mme la Commissaire enquêtrice recevra en la mairie de Plouhinec : le mercredi 7 mars 2018, de 10 h à 12 h ; le samedi 17 mars 2018, de 10 h à 12 h ; le vendredi 6 avril 2018, de 15 h à 17 h.
À l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête sera clos et signé par Mme la Commissaire enquêtrice qui transmettra le dossier à M. le Maire dans un délai d'un mois à compter de la fin de l'enquête ainsi que son rapport relatant le déroulement de l'enquête et dans lequel figureront ses conclusions motivées précisant si elles sont favorables ou défavorables.
Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié et affiché en mairie et divers autres lieux de la commune au moins quinze jours avant le début de celle-ci. L'avis sera rappelé par voie de presse dans les huit premiers jours de la procédure.
Le rapport et les conclusions de Mme la Commissaire enquêtrice seront tenus en mairie de Plouhinec, à la disposition du public.

Publicités
immobilières
réglementées

VENTES AUX ENCHÈRES
IMMOBILIÈRES

VENTES JUDICIAIRES
IMMOBILIÈRES

CESSIONS DOMANIALES
BIENS COMMUNAUX

RENDEZ-VOUS EN ANNONCES CLASSÉES

VOUS CRÉEZ
VOTRE ENTREPRISE ?

Saisissez votre
annonce légale
sur :



regions-annonceslegales.com

Créer et publier vos annonces légales en ligne



Tous journaux
habilités en France

Devis & attestation
de parution immédiats



Laissez-vous guider
tout simplement !



regions-annonceslegales.com

Créer et publier vos annonces légales en ligne

Annonces officielles

Sur bretagne-marchespublics.com, retrouvez les marchés publics et privés et les autres annonces sur regions-annonceslegales.com
Contact tél. 02 98 33 74 44 - E-mail : annonceslegales@viamedia-publicite.com.
Conformément à l'arrêté ministériel du 21/12/2017, le prix de la ligne de référence des annonces judiciaires et légales (art. 2) est fixé pour l'année 2018 au tarif de base de 4,16 € HT pour les départements du Finistère, des Côtes-d'Armor ou du Morbihan (soit un prix du millimètre de 1,82 € HT). Les annonceurs sont informés que, conformément au décret n° 2012-1547 du 28 décembre 2012, les annonces légales sur les sociétés et fonds de commerce publiées dans les journaux d'annonces légales, sont obligatoirement mises en ligne dans une base de données numérique centrale, www.actu-legales.fr.

LEGALES ET JUDICIAIRES

Avis administratifs

AVIS

Par arrêté préfectoral en date du 2 janvier 2018, une zone de protection de biotope destinée à protéger une espèce de chiroptère est définie au niveau de la Basilique de Sainte-Anne d'Auray, située sur la commune de Sainte-Anne-d'Auray.
Les mesures contenues dans l'arrêté de protection de biotope permettront de garantir la conservation des milieux nécessaires à la conservation de l'espèce visée. L'arrêté peut être consulté à la mairie de Sainte-Anne-d'Auray et à la direction départementale des territoires et de la mer du Morbihan.

AVIS

Par arrêté préfectoral en date du 18 décembre 2017, une zone de protection de biotope destinée à protéger une espèce de chiroptère est définie au niveau de l'église Saint-Martin située sur la commune de Noyal-Muzillac.
Les mesures contenues dans l'arrêté de protection de biotope permettront de garantir la conservation des habitats et milieux nécessaires à la conservation de l'espèce visée. L'arrêté peut être consulté à la mairie de Noyal-Muzillac et à la direction départementale des territoires et de la mer du Morbihan.

La Gérance

Immobilier

VENTE RÉGION VANNES

Maisons de 60 à 90.000 €

DEVENIR PROPRIÉTAIRE
à des conditions exceptionnelles
avec Bretagne Sud HabitatLE ROC-ST-ANDRÉ
À VENDRE
MAISON T3

de 78 m² habitables avec garage et jardin, comprenant : entrée, salon-séjour, cuisine, 2 chambres, s.d.b., wc. Classement DPE : F.
Réf. 01 30 0214 90 0007.

63.800 €

net vendeur
+ frais de notaire réduits
Pas de frais d'agence

Uniquement en résidence principale

Pour tous renseignements et visites, contactez :

BRETAGNE SUD HABITAT

02 97 43 82 00

ou accueil@bretagne-sud-habitat.fr

DEVENIR PROPRIÉTAIRE
à des conditions exceptionnelles
avec Bretagne Sud HabitatBEIGNON
À VENDRE
MAISON T4

de 88 m² habitables avec garage et jardin, comprenant : entrée, salon-séjour, cuisine, 3 chambres, s.d.b., wc. Classement DPE : E.
Réf. 01 30 0438 90 0011.

74.250 €

net vendeur
+ frais de notaire réduits
Pas de frais d'agence

Uniquement en résidence principale

Pour tous renseignements et visites, contactez :

BRETAGNE SUD HABITAT

02 97 43 82 00

ou accueil@bretagne-sud-habitat.fr

DEVENIR PROPRIÉTAIRE
à des conditions exceptionnelles
avec Bretagne Sud HabitatBEIGNON
À VENDRE
MAISON T4

de 85 m² habitables avec garage et jardin, comprenant : entrée, salon-séjour, cuisine, 3 chambres, s.d.b., wc. Classement DPE : E.
Réf. 01 30 0438 90 0007.

74.250 €

net vendeur
+ frais de notaire réduits
Pas de frais d'agence

Uniquement en résidence principale

Pour tous renseignements et visites, contactez :

BRETAGNE SUD HABITAT

02 97 43 82 00

ou accueil@bretagne-sud-habitat.fr

VENTE RÉGION PONTIVY

Maisons Moins de 60.000 €

DEVENIR PROPRIÉTAIRE
à des conditions exceptionnelles
avec Bretagne Sud HabitatNEULLIAC
À VENDRE
MAISON T2

de 54 m² habitables et de plain-pied avec cuisine séparée, salon-séjour, 1 chambre, s.d.b., wc. Garage et jardin. Classement DPE : E.
Réf. 01 30 0223 90 0011.

42.900 €

net vendeur
+ frais de notaire réduits
Pas de frais d'agence

Uniquement en résidence principale

Pour tous renseignements et visites, contactez :

BRETAGNE SUD HABITAT

02 97 43 82 00

ou accueil@bretagne-sud-habitat.fr

DEVENIR PROPRIÉTAIRE
à des conditions exceptionnelles
avec Bretagne Sud HabitatNEULLIAC
À VENDRE
MAISON T4

de 96 m² habitables avec au rez-de-chaussée : cuisine séparée, salon-séjour, wc. À l'étage : 3 chambres, s.d.b., wc. Garage et jardin. Classement DPE : D.
Réf. 01 30 0223 90 0005.

62.400 €

net vendeur
+ frais de notaire réduits
Pas de frais d'agence

Uniquement en résidence principale

Pour tous renseignements et visites, contactez :

BRETAGNE SUD HABITAT

02 97 43 82 00

ou accueil@bretagne-sud-habitat.fr

DEVENIR PROPRIÉTAIRE
à des conditions exceptionnelles
avec Bretagne Sud HabitatNEULLIAC
À VENDRE
MAISON T4

de 96 m² habitables avec au rez-de-chaussée : cuisine séparée, salon-séjour, wc. À l'étage : 3 chambres, s.d.b., wc. Garage et jardin. Classement DPE : D.
Réf. 01 30 0223 90 0001.

62.400 €

net vendeur
+ frais de notaire réduits
Pas de frais d'agence

Uniquement en résidence principale

Pour tous renseignements et visites, contactez :

BRETAGNE SUD HABITAT

02 97 43 82 00

ou accueil@bretagne-sud-habitat.fr

LOCATION RÉGION QUIMPERLÉ

Maisons

BANNALEC loue maison corps ferme, renovée, 2 chambres à l'étage, mezzanine, pièce de vie au rez de chaussée. Cour, garage, jardin. Tél 06.48.89.86.49.

Annonces officielles

Sur bretagne-marchespublics.com, retrouvez les marchés publics et privés et les autres annonces sur regions-annonceslegales.com.
Contact tél. 02 98 33 74 44 - E-mail : annonceslegales@viamedia-publicite.com.
Conformément à l'arrêté ministériel du 21/12/2017, le prix de la ligne de référence des annonces judiciaires et légales (art. 2) est fixé pour l'année 2018 au tarif de base de 4,16 € HT pour les départements du Finistère, des Côtes-d'Armor ou du Morbihan (soit un prix du millimètre de 1,82 € HT). Les annonceurs sont informés que, conformément au décret n° 2012-1547 du 28 décembre 2012, les annonces légales sur les sociétés et fonds de commerce publiées dans les journaux d'annonces légales, sont obligatoirement mises en ligne dans une base de données numérique centrale, www.actu-legales.fr.

Publicités
des marchés publics
inférieurs à 90.000 €

COMMUNE DE BRÉHAN

AVIS DE MARCHÉ

Travaux

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : commune de Bréhan.
Correspondant : Franck Le Mouel, 4, rue Saint-Louis, 56580 Bréhan, tél. 02.97.38.81.31, télécopieur : 02.97.38.88.22, Courriel : brehan.mairie@wanadoo.fr

Objet du marché : programme de voirie 2018.

Caractéristiques principales : réfection de la voirie communale. Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) : signalisation de chantier, 5 F; déblaiement d'accotement, 7.018 m³; décapage de l'axe, 75 m³; engravure, 633 m²; balayage de chaussée, 13.889 m²; calage d'accotement avec tout-venant de carrière, 551 t; couche d'acrotage, 13.889 m³; enrobés 0/10 à 130 kg/m³, 1.725 t; construction regard à grille, 1 U; mise à niveau B.A.C., 7 U; mise à niveau regard, 1 U; marquage ligne d'axe, 30 ml. Refus des variantes.

Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés.

Unité monétaire utilisée : l'euro.

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat : la transmission et la vérification des documents de candidatures peuvent être effectuées par le dispositif marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : non.

Critères d'attribution : offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif).

Type de procédure : procédure adaptée.

Date limite de réception des offres : 6 avril 2018, à 17 h.

Délai minimum de validité des offres : 3 mois à compter de la date limite de réception des offres.

Autres renseignements :

Conditions de remise des offres ou des candidatures : les dossiers sont à retirer auprès de la mairie, 4, rue Saint-Louis, 56580 Bréhan, ou sur bretagne-marchespublics.com

Date d'envoi du présent avis à la publication : 5 mars 2018.

Adresse auprès de laquelle les renseignements d'ordre administratif et technique peuvent être obtenus : commune de Bréhan. Correspondant : Franck Le Mouel, 4, rue Saint-Louis, 56580 Bréhan, tél. 02.97.38.81.31, fax. 02.97.38.88.22, courriel : brehan.mairie@wanadoo.fr

Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus : commune de Bréhan, correspondant : Franck Le Mouel, 4, rue Saint-Louis, 56580 Bréhan, tél. 02.97.38.81.31, courriel : brehan.mairie@wanadoo.fr

Adresse à laquelle les offres/candidatures/demandes de participation doivent être envoyées : commune de Bréhan, correspondant : Franck Le Mouel, 4, rue Saint-Louis, 56580 Bréhan, tél. 02.97.38.81.31, courriel : brehan.mairie@wanadoo.fr

LEGALES ET JUDICIAIRES

Ventes judiciaires

Etude de M^{re} Guillaume de TILLY et Pierre Olivier ROGEON, notaires associés
39, rue Saint-Cornély à CARNAC

VENTE PAR ADJUDICATION

le lundi 9 avril 2018, à 14 h 30

par le ministère et en l'étude de M^{re} de Tilly et Rogeon

Suivant jugement du tribunal de grande instance de Lorient du 24 octobre 2017, vente par adjudication du bien ci-après désigné, appartenant aux conjoints Le Sausse,

EN LA COMMUNE DE SAINT-PHILIBERT (56470)
35, route des Plages

une propriété

comprenant deux maisons d'habitation à rénover sur terrain.
Le tout cadastré section AR n° 81 pour 6 a 36 ca et section AR n° 84 pour 3 a 98 ca. Total surface : 10 a 34 ca.

MISE À PRIX : 195.000 €

Frais en sus. Enchères minimum : 1.000 €

Consignment préalable 22.500 €. Faculté de baisse du 1/4

Conditions particulières : voir cahier des charges consultable en l'étude.
Visite sur rendez-vous, tél. 02.97.52.04.07.

Pour avis, le notaire

RENDEZ-VOUS SUR letelegramme.fr

Enquêtes publiques

2^e AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Projets de modifications n° 2 et 3 du plan local d'urbanisme (PLU)

Il est rappelé que par arrêté municipal n° 2018-13 en date du 12 février 2018, M. le Maire de Guidel a ordonné l'ouverture d'une enquête publique sur les projets de modifications n° 2 et 3 du plan local d'urbanisme, à savoir :
Modification n° 2 : secteur UCa sur le terrain situé à l'est de la salle de l'Estran, à Kerprat, secteur N14 du sémaphore, intégration des nouvelles préconisations du PLU.

Modification n° 3 : ouverture à l'urbanisation de la totalité de la zone 2AU aux Cinq Chemins Est.

À cet effet, M. Bernard Descour a été désigné par M. le Président du tribunal administratif de Rennes en tant que commissaire enquêteur.

L'enquête publique se déroulera à la mairie de Guidel, 11, place de Polignac, 56520 Guidel, du 5 mars au 9 avril 2018, aux jours et heures habituels d'ouverture, exceptés les dimanches et jours fériés : du lundi au jeudi, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30 ; le vendredi, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h ; le samedi, de 9 h 30 à 12 h.

Pendant la durée de l'enquête publique, chacun pourra consigner ses observations sur le registre d'enquête ou les adresser par écrit au commissaire enquêteur à la mairie de Guidel ou par voie électronique à l'adresse suivante : guidelplumodifs2et3@gmail.com

Des informations relatives à l'enquête pourront être consultées sur le site www.guidel.com et toutes informations complémentaires sur le dossier peuvent être demandées auprès de M. le Maire.

Le commissaire enquêteur assurera une permanence à la mairie de Guidel, 11, place Polignac : lundi 5 mars 2018, de 9 h à 12 h ; samedi 17 mars 2018, de 9 h 30 à 12 h ; vendredi 23 mars 2018, de 13 h 30 à 17 h ; lundi 9 avril 2018, de 13 h 30 à 17 h. Son rapport et ses conclusions motivées seront transmis au maire dans le délai d'un mois à compter de la date de clôture de l'enquête et tenus à la disposition du public pendant un an.

COMMUNE DE LE BONO

MODIFICATION N°3 SIMPLIFIÉE DU PLU

Mise à disposition du public

Par arrêté n° 2018/006 en date du 29 janvier 2018 et en application des articles L153-45 et L153-46 du Code de l'urbanisme, le maire de Le Bono a engagé la procédure de modification simplifiée du PLU pour des ajustements réglementaires en matière de hauteur sur le secteur de l'ancien site scolaire faisant l'objet d'une requalification.

Les modalités de la mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée ont été définies par délibération en date du 29 janvier 2018.

Le public pourra consulter le dossier en mairie de Le Bono entre le 16 mars 2018 et le 16 avril 2018 inclus, aux jours et heures habituels d'ouverture au public de la mairie, soit : lundi, mercredi, jeudi et vendredi, de 8 h 30 à 12 h et de 14 h à 17 h ; le mardi, de 8 h 30 à 12 h et le samedi, de 9 h à 12 h, pendant toute la durée de la mise à disposition du public.

Le dossier sera également consultable sur le site internet de la commune pendant toute la durée de la mise à disposition du public (<http://www.lebono.fr>).

Un registre sera ouvert pour permettre au public de consigner ses observations en mairie. Elles peuvent être également adressées par écrit à l'attention de M. le Maire de la commune de Le Bono. Cet avis sera publié dans un journal diffusé dans le département 8 jours au moins avant le début de la mise à disposition du public et affiché en mairie pendant toute la durée de la mise à disposition.

Toute personne peut sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier de mise à disposition du public auprès de M. le Maire de la commune de Le Bono, place Joseph-Le Clanche, 56400 Le Bono.

À l'issue de ce délai, le registre sera clos et signé par le maire. Le bilan de la mise à disposition sera présenté au conseil municipal qui adoptera par délibération le projet de modification simplifiée, tenant compte des avis émis et des observations du public.

Vie des sociétés - Avis de constitution

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 1^{er} février 2018 à Guégon, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : société à responsabilité limitée (SARL).

Dénomination : KALISTA.

Siège social : 5, rue Du Guesclin, 56120 Guégon.

Objet : la société a pour objet la prise de participations au capital ou au résultat de toutes sociétés existantes ou nouvelles et la gestion de ces participations ; la centralisation des opérations de trésorerie des sociétés filiales et sous-filiales ; l'acquisition et la gestion de tout portefeuille de valeurs mobilières et autres titres de placement ; et, d'une manière générale, toutes opérations commerciales, civiles ou financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et susceptibles d'en faciliter le développement ou la réalisation, et notamment la constitution de toutes sûretés réelles et autres garanties.

Durée : 99 ans, RCS de Vannes.

Capital : 1.000 €.

Gérance : M. Laurent Danet, demeurant à Guégon (56120), 5, rue Du Guesclin.

Pour avis et mention, la gérance

bretagne-marchespublics.com

Le portail des marchés publics en Bretagne 24 h/24

Vous créez votre entreprise ?

Saisissez votre annonce légale sur regions-annonceslegales.com

regions-annonceslegales.com

Créer et publier vos annonces légales en ligne

Tous journaux
habilités en FranceDevis & attestation
de parution immédiats